



A BERCY : ENCORE 3400 EMPLOIS SUPPRIMES EN 2011 !

Depuis la grève du 23 mars, particulièrement suivie dans les ministères économiques et financiers, C. Lagarde et F. Baroin ont accepté d'engager un cycle de discussions devant s'achever avant l'été. Le Secrétaire général du ministère, les directeurs de cabinet et les conseillers sociaux des deux ministres ont ainsi animé plusieurs rencontres avec les fédérations pendant trois mois.

Des relevés de revendications précises et argumentées ont bel et bien été transcrits par l'administration aux ministres.

Dans la plateforme unitaire, les principaux points ont été fidèlement enregistrés : missions et moyens, conditions de vie au travail, budgets consacrés à l'action sociale et à l'hygiène et la sécurité, pouvoir d'achat et reconnaissance des qualifications, abrogation de la loi « mobilité », amélioration des pensions.

Dans le même temps la mobilisation singulière dans les ministères de Bercy s'est renforcée en restant à un niveau toujours plus élevé que dans le reste de la Fonction Publique. Depuis un mois, le gouvernement s'est lancé dans une politique de rigueur et d'austérité qui, loin de résoudre la crise, nous y plonge un peu plus chaque jour.

Au terme de ces trois mois, les ministres étaient donc très attendus. La rencontre avec les cinq fédérations à l'origine de cette démarche a eu lieu le mardi 6 juillet.

Les réponses des ministres ont été jugées irrecevables par l'ensemble des fédérations tant sur l'emploi que sur les autres points de la plateforme revendicative. Le relevé écrit des propos des ministres devra nous être communiqué afin de juger de la valeur de l'engagement pris de reconduire le budget de l'action sociale. La politique générale du gouvernement reste, en effet, de baisser tous les crédits de 10% et de continuer en 2012 et 2013 les suppressions d'emplois au rythme d'au moins un non remplacement pour deux départs en retraite.

Les ministres ont annoncé à nouveau 3400 suppressions d'emplois en 2011 (3127 au Budget et 273 à l'Economie) qui viennent s'ajouter aux milliers déjà perdus dans les ministères économiques et financiers. Même si aucun élément chiffré n'a été communiqué pour les années 2012 et 2013, les ministres ont confirmé l'application de la règle gouvernementale d'un sur deux !

Dans ce contexte de baisse drastique des effectifs et des moyens, les ministres décident donc de diminuer les capacités du service public et d'aggraver les conditions de vie au travail des agents.

Face à l'entêtement des ministres à refuser de répondre aux revendications maintes fois exprimées et après une courte interruption de séance, les fédérations ont exprimé unitairement leur décision de quitter la séance.

Les fédérations CGT, Solidaires, FO, Cfdt et Unsa décident de continuer d'agir pendant l'été :

- au travers de la pétition s'appuyant sur la plateforme revendicative unitaire ;
- par le boycott des instances convoquées en juillet (CTPM, CNAS) ;
- par l'appel à participer aux manifestations du 13 juillet contre le projet de loi sur les retraites ;
- par la préparation de la grève et des manifestations interprofessionnelles unitaires du 7 septembre.

Dans ces circonstances exceptionnelles, les fédérations se réuniront à nouveau avant la fin du mois d'août pour être prêtes à renforcer la mobilisation dès les premiers jours de septembre.

Paris, le 6 juillet 2010